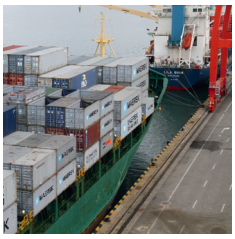
ASSURER UN IMPACT DURABLE

Mise en œuvre du PAI: *le rôle du CIR*



CIR Cadre intégré renforcé

Le commerce pour le développement des PMA

Mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul: le rôle du CIR

Le Programme d'action d'Istanbul (PAI), adopté en mai 2011 à Istanbul (Turquie) par la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), comprend une stratégie sur une décennie (2011-2020) pour le développement durable des PMA. Parmi les objectifs importants du PAI figure la volonté de faire sortir une moitié des PMA de cette catégorie à l'horizon 2020 en les aidant à lever les contraintes structurelles auxquelles ils font face. Le commerce est l'un des huit domaines d'action prioritaires définis dans le PAI. L'importance du commerce pour le développement est également reflétée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 où il est présenté comme un levier essentiel pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Le PAI a aussi pour objectif de doubler la part des PMA dans les exportations mondiales à l'horizon 2020, notamment en élargissant la base d'exportation des PMA. Pour y parvenir, le PAI énonce un certain nombre de mesures à prendre par les partenaires de développement pour aider les PMA à renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles et leurs capacités de production. Dans son paragraphe C.3 e), le PAI invite les partenaires de développement à appliquer des mesures efficaces d'assistance technique et de renforcement des capacités liées au commerce s'adressant par priorité aux pays les moins avancés, notamment en renforçant l'Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés et l'appui au Cadre intégré renforcé (CIR).

Conformément au paragraphe C.3 e) du PAI et à l'ODD 8, le soutien du CIR aux PMA, qui porte sur la mise en place d'un cadre politique et législatif propice au commerce, a servi de catalyseur pour l'appui consenti par les partenaires de développement aux efforts déployés par les PMA pour faire face aux contraintes du côté de l'offre, pour mettre en place des capacités à commercer et à produire, pour diversifier les exportations, créer des emplois et lutter contre la pauvreté. Pour les partenaires de développement, le CIR est aussi un cadre de coordination de leur action commune avec les organisations internationales dans le cadre d'un partenariat piloté par les PMA qui maîtrisent leur propre développement. Le CIR a joué ici un rôle crucial en aidant les PMA à devenir des acteurs plus actifs du système commercial mondial.

Le soutien du CIR dans la transition des PMA

Le CIR aide les PMA à réaliser leur aspiration à sortir de leur catégorie en contribuant: a) à leur croissance économique et à la consolidation de leur RNB par habitant; b) à la diversification des exportations; et c) à la stabilité des exportations de biens et services. Ces mesures restent utiles pour les ex-PMA et le CIR les aide aussi à réaliser une transition en douceur en continuant à leur apporter un appui pendant une durée prévisible (trois ans avec possibilité de prolongation de deux ans, sous réserve de justification et d'approbation par le Conseil du CIR). Les PMA qui sont sortis de cette catégorie au cours des dix dernières années, à savoir Cabo Verde, les Maldives et le Samoa, ont bénéficié d'un appui de cette nature qui visait à les aider à mettre en place une politique commerciale et des capacités institutionnelles, doublé d'un appui à la coordination et à la mobilisation de ressources supplémentaires d'Aide pour le commerce et à l'instauration d'un environnement propice à l'activité économique pour attirer l'investissement privé.

Le PAI demande aux pays qui sont en passe de sortir de la catégorie des PMA de prendre l'initiative de l'élaboration de stratégies de transition en douceur avec le concours de leurs partenaires de développement et de leurs partenaires commerciaux. À travers le CIR, un appui aux PMA en transition leur est proposé pour les aider à gérer et à s'approprier le processus de transition grâce aux études analytiques détaillées du commerce (Étude diagnostique sur l'intégration du commerce – EDIC) qui aident les pays à identifier leurs besoins et à les hiérarchiser, et servent de base commune aux partenaires de développement qui aident les pays à faire face à leurs besoins prioritaires. Ce travail a conduit à l'élaboration d'une stratégie de transition, de plans de travail nationaux pour l'après-transition et de politiques propices au développement durable.

Les activités du CIR dans les PMA ont eu des retombées allant au-delà du commerce dans toute une série de domaines liés au PAI (infrastructures, agriculture, matières premières, flux financiers extérieurs et vulnérabilité aux changements climatiques). Ces activités contribuent à la réalisation des ODD liés à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la faim, aux changements climatiques, et à l'égalité des sexes.

Cabo Verde

Politique commerciale et soutien institutionnel

- Le commerce a été incorporé dans le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRP) 2012-2016.
- Le Plan stratégique pour le développement du commerce 2015-2020 a été validé lors d'un atelier national tenu en juin 2015, après un processus de consultation associant divers services gouvernementaux et le secteur privé. Dans ce plan stratégique, on désigne l'agriculture, le tourisme et les industries créatives comme étant des secteurs propices au développement du commerce et, partant, au renforcement des capacités de production de Cabo Verde.
- En conséquence, une formation au renforcement des capacités institutionnelles a été dispensée à 23 participants des secteurs privé et public sur les normes de qualité, et 20 participants des secteurs privé et public et de la société civile ont été formés à l'élaboration et à la gestion de projet.
- Un appui est dispensé au secteur public afin qu'il s'approprie pleinement les grandes orientations commerciales du pays par le renforcement des capacités institutionnelles, notamment celles du Conseil national du commerce et du Forum national du commerce.
- Une formation a été dispensée en vue de renforcer spécifiquement la participation du secteur privé au programme national pour le commerce par des campagnes nationales de sensibilisation/de consultation, et des formations spécifiques à chaque branche d'activité.
- Trente-neuf petites et moyennes entreprises (PME) ont bénéficié de formations destinées à en renforcer les capacités et les connaissances dans les domaines de la législation du travail, de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de l'hygiène, ce qui leur a permis d'atteindre des normes plus élevées dans les protocoles de gestion des produits alimentaires.
- Cent cinq femmes ont participé en avril 2015 à une réunion sur l'esprit d'entreprise destinée à promouvoir les petites entreprises et les microentreprises. Elle a été organisée en partenariat avec l'Association des femmes entrepreneures de Santiago (AMES).

Maldives

Politique commerciale et soutien institutionnel

- Les Maldives ont opté pour une politique cohérente de diversification économique, d'amélioration des conditions d'exercice de l'activité économique, de promotion des investissements et de facilitation des échanges. Pays dont l'économie est tournée vers les services, les Maldives ont engagé de profondes réformes en se dotant de nouvelles lois et réglementations et en instaurant un cadre propice à l'investissement étranger direct dans le but de promouvoir le développement économique et social.
- Le CIR accompagne la mise en œuvre d'activités dans le commerce, l'investissement, les transports et l'emploi, et concourt au renforcement de la collaboration avec le secteur privé et de la promotion de la coopération commerciale bilatérale dans la région.
- L'EDIC des Maldives a contribué à la mise au point de la stratégie de diversification économique des Maldives en 2013, au DSRP, aux stratégies 2020 des Maldives et à la mise en œuvre de la stratégie d'exportation du pays.
- Pour soutenir l'intégration régionale, l'unité nationale de mise en œuvre (UNMO) du CIR dispense une assistance technique destinée à préparer et à lancer l'accord de libre-échange avec la Chine, et elle fournit des informations aux acteurs publics et privés et aux équipes de négociation en vue de l'élaboration des documents de synthèse des Maldives qui serviront pour les cycles de négociation. Cette coopération bilatérale a ouvert la voie à la mobilisation de financements pour des projets stratégiques clés, dont l'aéroport de Malé et le pont Hulhulé-Malé.
- L'UNMO appuie la proposition tendant à ce que le Ministère du développement économique soit le guichet unique d'enregistrement pour toutes les entités exerçant une activité économique aux Maldives. L'UNMO a aussi soutenu *Invest Maldives*, le volet promotion de l'investissement des services gouvernementaux – hébergé par le Ministère du développement économique – qui est chargé de la promotion des investissements étrangers dans le pays et possède son propre site Web, www.investmaldives.org.
- L'équipe de l'UNMO a contribué à la réalisation du *Maldives Doing Business Guide* et de l'*Invest Maldives Magazine*, publications largement diffusées lors du Maldives Investment Forum et auprès des délégations d'entreprises et de donateurs et des délégations consulaires en visite aux Maldives.
- Un appui continu a été apporté à la gestion des propositions de projets d'investissement reçues dans le cadre du dispositif des zones économiques spéciales – programme de développement mis en place par les autorités gouvernementales en vue de créer les infrastructures et installations (entrepôts portuaires et aéroportuaires et zones franches d'exportation, etc.) qui aideront les entreprises manufacturières et les entreprises de services tournées vers l'exportation. Grâce à ces initiatives, le Ministère du développement économique a pu mobiliser un financement de 735 000 dollars EU auprès du secteur privé qui a servi pour le Maldives Investment Forum et pour Expo Maldives, deux manifestations destinées à promouvoir les produits et services locaux.

Développement du commerce/soutien sectoriel – Renforcer les capacités des organismes de facilitation des échanges

- Le CIR finance un projet qui vise à renforcer les capacités des organismes de facilitation des échanges en mettant l'accent sur la modernisation des services douaniers par une migration complète vers ASYCUDA World (Système douanier automatisé) et un renforcement de la capacité de la Direction de l'aviation civile à mettre en place un solide cadre réglementaire pour l'activité économique et à associer le secteur privé à la gestion des infrastructures aéroportuaires. Ce projet vise à améliorer les résultats commerciaux, à promouvoir la croissance, à accroître les revenus et à réduire les inégalités de revenus, ainsi qu'à simplifier les procédures aux frontières.
- Ce projet a permis une réduction de 50% du temps de traitement des documents douaniers (d'un délai pouvant aller jusqu'à 2 jours, on est passé à un délai de moins de 24 heures) et une réduction globale du temps de traitement par les douanes de 60% à 70%.
- Ce projet a aussi les objectifs suivants: migration du système de dédouanement des marchandises vers ASYCUDA World, amélioration des procédures et des processus douaniers relatifs à la gestion des risques, à l'évaluation et au contrôle après dédouanement s'appuyant sur un rapport diagnostique en la matière, contrôles efficaces pour lutter contre la fraude et protéger le commerce légitime grâce à la modernisation des procédures douanières, mise à niveau des systèmes de dédouanement, et renforcement des prérogatives de la Direction de l'aviation civile.
- À ce jour, plus de 200 agents des douanes ont été formés et ainsi dotés de la capacité à gérer les nouveaux systèmes mis en place, au-delà de la phase de projet. Les évaluations et recommandations présentées par les équipes d'experts de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et de la CNUCED ont donné aux douanes des Maldives des indications générales sur la façon dont le travail de réforme devait être mené dans les domaines de l'évaluation, de la gestion des risques, de la vérification après dédouanement et de la migration de SYDONIA++ vers ASYCUDA World comme système de dédouanement des marchandises.
- Des consultations approfondies ont été menées avec les parties prenantes (exploitants portuaires, transitaires, agents maritimes, etc.) en vue d'intégrer à la plate-forme SYDONIA les procédures de traitement des manifestes. La mise à niveau des infrastructures de communication en ligne avec ASYCUDA World est en cours, et la migration vers ASYCUDA World devrait être achevée à la mi-2016.
- Dans le cadre des initiatives visant à informatiser les démarches administratives liées au commerce, les autorités mettent en place un guichet unique pour la facilitation des échanges. La collaboration en matière de guichet unique avec la Banque asiatique de développement/OMD, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a contribué à dynamiser le programme gouvernemental de réforme sur la facilitation des échanges.
- Dans le secteur de l'aviation, le processus de consultation des parties prenantes visant à finaliser le cadre réglementaire de l'activité économique a abouti, et la réglementation a été finalisée en juillet 2015. Vingt-deux participants du secteur public et du secteur privé actifs dans l'aviation ont été formés dans divers domaines comprenant la gestion stratégique des aéroports et les politiques de l'Association internationale du transport aérien en matière de régulation économique et de concurrence aéroportuaire.

Samoa

Politique commerciale et soutien institutionnel

- Le Plan pour les échanges, le commerce et le secteur manufacturier (2012-2016), que soutient le CIR et qui découle de l'EDIC 2010, est le seul plan national consacré au secteur du commerce. L'approche samoane de la chaîne de valeur repose sur quatre piliers du plan qui sont les suivants: développement accru du secteur privé, amélioration de la réglementation, développement du commerce international, et renforcement du secteur manufacturier, de la compétitivité et des relations commerciales.
- Une aide a été apportée à l'élaboration de projets pilotes à l'intention des petites entreprises communautaires pour les aider à mettre au point et à promouvoir des produits de niche. Ainsi, le projet «Femmes dans la vie économique» aide des agricultrices à planter et à récolter la noix de coco afin de produire de l'huile de coco vierge destinée à Body Shop sur le marché britannique.
- Cofinancée par l'Organisation internationale du travail, la politique *Développer l'emploi au Samoa* a été mise au point en vue de créer de l'emploi dans des secteurs clés grâce l'éducation, à la formation et au perfectionnement des compétences professionnelles.
- La politique commerciale et les cadres réglementaires ont été renforcés par l'adoption de la législation nécessaire, par exemple la Loi sur la métrologie légale, la Loi sur la concurrence et la Loi sur la sécurité des aliments. Par ailleurs, une aide a été allouée à des organismes du secteur privé pour permettre à leurs membres d'obtenir la certification ISO et HACCP, et d'introduire le codage à barres de leurs produits.
- Des réformes visant à améliorer la compétitivité des exportations ont été engagées. Il s'agit d'examiner la structure tarifaire nationale en vue de réduire les droits de douane sur les intrants et les biens d'équipement. Un appui est accordé en ce qui concerne les négociations commerciales régionales et les obligations pour l'après-accession à l'OMC.
- La participation du secteur des services du Samoa a été améliorée grâce au programme des professionnels de la mer, y compris la mise en œuvre de politiques concernant les professionnels de la mer, l'emploi saisonnier régional et les travailleurs saisonniers, les télécommunications et l'implication dans les négociations de l'Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques (PACER) portant sur la mobilité de la main-d'œuvre.

Développement du commerce/soutien sectoriel – Améliorer la productivité et connecter les producteurs samoans aux marchés

- Le Programme de soutien au secteur commercial porte principalement sur le renforcement de la collaboration entre le plus gros producteur de produits agricoles du Samoa, qui appartient à l'État, les associations professionnelles et les coopératives de femmes, dans le but d'ajouter de la valeur aux exportations de cacao et de noix de coco. On y met l'accent sur le renforcement de la politique sectorielle afin d'amplifier la participation du secteur privé et de resserrer les relations industrielles, ce qui a donné lieu à l'initiative *Buy Samoan*.
- Dans le prolongement de cette initiative, des foires commerciales «*Samoa Brand*» ont été organisées en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Amérique mettant en vitrine les produits samoans.
- L'une des composantes centrales du projet consiste à donner plus d'autonomie aux femmes grâce aux activités de la «Women in Business Development Incorporated», qui a vocation à renforcer les économies villageoises au Samoa et à corriger les inégalités entre hommes et femmes.
- Une foire visant à promouvoir l'achat de produits samoans (*Buy Samoa Made Exhibition*) a été organisée en Nouvelle-Zélande en novembre 2013 pour connecter les biens et services samoans aux marchés potentiels et attirer l'investissement étranger direct.
  - Les exportations totales ont augmenté de 11% après la tenue de cette foire en Nouvelle-Zélande.
  - Les exportations de taro ont doublé en 2014 par rapport à l'année précédente en raison de la revitalisation de ce secteur et de la part de marché non négligeable qu'il a en Nouvelle-Zélande.
- Une initiative similaire a été lancée en Australie en mars 2015 par l'Association samoane des producteurs et exportateurs, ainsi que d'autres industriels, afin de mettre en valeur les produits samoans.
- Soucieux d'améliorer le cadre économique, le Bureau samoan de la statistique a mené à terme en novembre 2015 une enquête sur l'activité des entreprises.

Cadrant avec le paragraphe C.3 e) du Programme d'action d'Istanbul (PAI), le Programme du CIR s'est révélé être un mécanisme clé et un levier efficace pour la contribution et le soutien des partenaires de développement aux efforts plus généraux consentis par les PMA pour faire face aux contraintes du côté de l'offre et renforcer leur capacité à commercer et à produire, ainsi que pour diversifier leurs exportations et lutter contre la pauvreté.

Travailler en vue de l'ODD 8, *«Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous»*, et d'autres objectifs connexes, comme dûment indiqué dans la cible 8.a, qui vise à développer l'Aide pour le commerce, en particulier aux PMA, par l'intermédiaire du mécanisme du CIR.

Plus d'informations sur: **www.enhancedif.org**
ou contactez: **eif.secretariat@wto.org**
et **eiftfm@unops.org**
Twitter **@EIF4LDCs**